

# Le pouvoir aux travailleurs

09 JUL 2000

N° 75

PRIX: 100 F

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)*

*Pour la construction du parti de la classe ouvrière*

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LA BONNE VOIE, C'EST CELLE DE LA LUTTE ! .....	2
- LE "ET" ET LE "OU" UN FAUX DEBAT POUR TROMPER LES TRAVAILLEURS ...	3 - 4
- A LA SAUCE BEDIE OU GUEI, LEUR CONSTITUTION N'A AUCUN INTERET POUR LES TRAVAILLEURS .....	4 - 5
- UNE NOUVELLE MUTINERIE QUI EN DIT LONG SUR LE MALAISE DES MILITAIRES .....	5 - 7
- SENEGAL : DES RATS QUITTENT LE NAVIRE DU PS .....	7 - 8
- EX-PRESIDENT CHERCHE RESIDENCE DE LUXE PRES PARIS .....	8
- AFRIQUE : UNE SITUATION "ALARMANTE" DONT LE PILLAGE IMPERIALISTE EST RESPONSABLE .....	9



## LE "ET" ET LE "OU" UN FAUX DEBAT POUR TROMPER LES TRAVAILLEURS

Depuis plusieurs semaines, le débat sur le "ET" et le "OU" fait la une de tous les journaux, radios et télé. Les politiciens - au gouvernement ou pas- et les journalistes à leur service nous font croire que ce débat est "fondamental" et "décisif" pour la Côte d'Ivoire. A tel point que la junte au pouvoir s'apprête à organiser un referendum sur ce sujet.

Le "ET" veut dire que le candidat à la présidentielle doit être de père et de mère ivoiriens. Le "OU" veut dire qu'il suffirait que l'un ou l'autre de ses parents le soit.

Mais qu'est-ce que ça peut nous faire que le père ou la mère de Ouattara, de Guéi ou de Gbagbo soient nés en Côte d'Ivoire ou ailleurs ? Bédié à son époque avait usé et abusé de ce genre d'argument xénophobe pour duper les gens pauvres et écarter par la même occasion son rival Ouattara au nom d'une soi-disant "ivoirité". Ses origines nationales ou ethniques n'ont pas empêché que Bédié soit tout à fait "étranger" aux intérêts de la population pauvre.

Le FPI et quelques "mange-mil" tels que l'USD et le PIT ont rejoint le PDCI dans cette campagne contre Alassane Ouattara. Ce sont tous ces politiciens qui se positionnent aujourd'hui dans le camp des "ET" appelé aussi "TSO" (Tout sauf Ouattara).

Cette campagne contre Ouattara prend de fait une tournure anti-"dioulà" et, surtout, anti-étrangers. Tous ces politiciens professionnels et les journalistes à leur service se

lancent dans une campagne abjecte contre la population pauvre venue du Burkina, du Mali, du Nigéria, du Togo, etc, en leur faisant endosser toute la souffrance dont subit la population pauvre de ce pays.

A l'inverse les partisans de Ouattara, cet alter ego de Bédié, se disent dans le camp de "OU" afin de limiter les obstacles à la candidature de leur leader.

Et puis il y a quelques opportunistes tels que Zadi Zaourou ou Martial Ahipeaud qui choisissent de ne pas trop se compromettre et qui préfèrent ménager les deux camps afin de garder toutes leurs chances d'avoir un poste dans chaque cas de figure.

L'alliance d'hier entre le FPI et le RDR au sein du "Front Republicain" a volé en éclats dès que Bédié est tombé. Le FPI de Gbagbo s'était même retrouvé au sein d'un "Front Patriotique", allié avec le PDCI de Bédié.

Le moins qu'on puisse dire est que Gbagbo est changeant. Ses alliances se font et se défont au gré de ce qu'il considère être porteur pour sa carrière personnelle ou ses intérêts du moment. Son soi-disant "idéal démocratique" ou son "progressisme" il s'assoit dessus sans état d'âme.

Pendant ce temps la situation des masses pauvres ne cesse de se dégrader. Les vagues d'augmentations des prix de l'époque Bédié ont été remplacées par d'autres vagues aussi meurtrières contre le niveau de vie. Dans les quartiers pauvres

les gens ont de plus en plus de mal à acheter ne serait-ce que le minimum, quelques cuillerées de concentré de tomate, un sachet d'huile, quelques denrées de base pour le repas du soir. La situation devient intenable.

Les partis politiques toutes tendances confondues, les journalistes à leur service, font croire aux masses pauvres que le referendum constitutionnel et les élections qui s'en suivront (si les militaires le veulent bien), apporteront des solutions à leurs maux.

Pourtant, ce qui est certains, c'est que les travailleurs n'ont rien à attendre de bon des urnes. Quel que soit le camp qui sortira vainqueur, ce sera toujours celui des riches et des exploités. Doté d'une nouvelle constitution ou avec l'ancienne, l'appareil d'Etat, avec son armée, sa police, ses prisons, continuera d'assurer la défense des intérêts du grand capital. Il appartient aux travailleurs de s'unir entre eux sans distinction d'ethnie, de sexe ou de religion et de s'organiser tous ensemble pour défendre leurs propres intérêts.

**A LA SAUCE BÉDIÉ OU GUÉI,  
LEUR CONSTITUTION N'A AUCUN INTÉRÊT  
POUR LES TRAVAILLEURS**

On se souvient que Bédié avait modelé l'ancienne constitution au gré de ses intérêts, avec l'aide du parlement à sa solde, comme Houphouët le faisait déjà avant lui.

On se souvient aussi que le seul "tripatouillage" de cette constitution ne suffisait pas à garantir l'élimination de Ouattara, sérieux prétendant à la magistrature suprême du pays, face à Bédié. Ce dernier n'avait pas hésité à avoir recours à d'autres moyens aussi crapuleux que maffieux pour tenter, coûte que coûte, de se maintenir au pouvoir.

Avec le coup d'Etat du 24 décembre, il y a eu une nouvelle donne. Guéi et Ouattara trouvant tous les deux leur compte, ils ont trouvé de bonnes raisons de s'allier. Guéi ayant, en effet, besoin de Ouattara et de sa caution d'ex-premier ministre et d'homme de main des pays impérialistes, pour se faire

accepter de ses maîtres. Quant à Ouattara, à son tour, il avait besoin de Guéi, le nouveau maître du pays, pour se faire réhabiliter afin de se positionner de nouveau à la candidature, d'où il avait été exclu.

Si Ouattara trouvait son compte à la révision de la constitution, Guéi en trouvait tout autant, ne serait-ce qu'en y inscrivant quelques lignes de plus, le protégeant lui et ses compères putschistes de toutes poursuites judiciaires, en cas de retournement possible du bâton. D'où l'idée de cette nouvelle constitution. Seulement, depuis lors, les données ont encore changé.

En effet, Guéi et ses amis commencent à trouver leur place actuelle de plus en plus douce et profitable. Ils ont bien envie de la garder, poussés aussi par leurs propres partisans qui n'ont certainement pas envie de lâcher

le morceau.

Seulement, avec 2 importants concurrents que sont Ouattara et Gbagbo, sans parler d'un troisième possible venant du camp PDCI, l'affaire leur semble difficilement jouable. Or, Guéi ne jouera que si seulement il est sûr, ou presque, de remporter la victoire. Autrement, il a toujours la possibilité de pousser les échéances électorales et jouer comme Houphouët, puis Bédié à "j'y suis, j'y reste". Ce ne sont pas les prétextes qui lui manqueront pour cela.

En attendant, du coup, il est devenu à son tour sensible à la propagande orchestrée par le camp de Bédié, relayé aujourd'hui par les Gbagbo, qui consiste à affaiblir Ouattara, voire à le disqualifier.

Dans l'état actuel des choses, Bédié étant pour l'instant hors course, Ouattara à moitié disqualifié, ou dans tous les cas affaibli, Guéi semble estimer à sa portée une possible victoire, si les choses suivent leur cours actuel et si rien ne vient entre-temps enrayer sa machine. D'où ces tournées électorales qui ne disent pas leur nom, avec la caisse et les moyens de l'Etat. Il n'y a peut-être pas d'argent dans la caisse, mais il y en a au moins pour ça !

Si Guéi estime qu'une victoire est possible pour lui en écartant Ouattara de la course, il le fera d'une façon ou d'une autre. C'est ainsi qu'il a déclaré: "ce n'est pas de ma faute si Ouattara a choisi d'être un "multinational", en se "prévalant" lui-même d'une autre nationalité et s'écartant ainsi de la possibilité de se présenter aux élections présidentielles" !

Lors de ses tournées, une partie de ses discours tournait autour du "OU" et du "ET", cherchant à capter les voix de tous les côtés et laissant le temps jouer pour lui.

La révision de la constitution n'a pas d'autres raisons que celle de protéger, de favoriser ou encore d'écarter, un des candidats à la mangeoire, et même, pourquoi pas, tout cela à la fois.

Pour tout le reste, ancienne ou nouvelle version, la constitution bourgeoise n'est qu'un cadre juridique donné à l'esclavage salarié pour garantir les intérêts fondamentaux des possédants.

Alors, les travailleurs et les pauvres n'ont aucun intérêt à participer à cette farce qui consiste à répondre par "oui" ou par "non" à une question sans intérêt.

## UNE NOUVELLE MUTINERIE QUI EN DIT LONG SUR LE MALAISE DES MILITAIRES

Les 4 et 5 juillet derniers furent des journées qui ressemblaient à bien des égards à celles des 23 et 24 décembre 1999, en plus petit. En décembre, un

coup d'Etat avait eu lieu, à la faveur d'une mutinerie. Qu'en est-il cette fois-ci ? Les mutins avaient-ils des objectifs autres que des revendications

matérielles, corporatistes ? Que valent les paroles de Guéi, quand celui-ci fait croire que c'était un coup d'Etat avorté ?

Toujours est-il que de la même façon qu'en décembre, des militaires ont pris possession des rues, en tirant des coups de feu en l'air, montés dans des voitures arrachées à leurs propriétaires. Si les commerçants de la région d'Abidjan ont pu, pour la plupart, échapper aux pillages, ce ne fut pas le cas notamment à Bouaké, où les dégâts sont, semblerait-il, plus importants.

A la différence de la première mutinerie où c'était les soldats cantonnés à Akouédo qui en étaient les principaux acteurs, cette fois-ci c'était une mutinerie bien préparée, coordonnée au niveau de plusieurs villes, englobant plusieurs corps ou corporations au sein de l'armée, depuis les pompiers jusqu'à la marine nationale en passant par les FIRPAC (forces d'intervention rapides).

Selon les mutins, le CNSP (Comité National de Salut Public) leur avait promis une récompense pour avoir permis à celui-ci d'accéder au pouvoir. Cette récompense s'élevait (selon eux) à six millions de francs chacun. Et c'est cette somme qu'ils réclamaient jusque-là sans succès. En plus de cette promesse, les soldats attendaient du gouvernement et du CNSP une amélioration sensible de leurs conditions, notamment la possibilité pour chacun d'eux d'acquérir une maison.

Par leur mutinerie, ces soldats ont obligé Guéi à négocier avec eux. Guéi a apparemment traîné les négociations en longueur, histoire d'organiser les "forces loyalistes", notamment les "gendarmes-commandos", pour tenter

de mâter les mutins par la force. Il y a eu des affrontements provoquant des morts et des blessés. Au bout du compte, des mutins ont crié victoire. Ce qui laisse supposer que Guéi a été cette fois contraint de lâcher du lest au moins de manière formelle.

Aujourd'hui, Guéi veut faire croire que l'objectif final de la mutinerie n'était pas ces revendications corporatistes, mais un coup d'Etat à son encontre. Mais si c'était vraiment le cas, on ne comprend pas pourquoi les mutins, qui étaient maîtres du terrain, ont accepté de rendre les armes et de regagner les casernes sur la base de ces négociations. D'ailleurs, ils n'ont à aucun moment avancé des revendications d'ordre politique.

Alors, quel est le problème de Guéi ? Il est clair qu'il n'a pas envie de quitter le pouvoir. Mais comment faire pour le garder ? Garder le pouvoir par des élections libres ? Il le voudrait bien. Mais pour cela, il ne suffit pas seulement de faire la tournée du pays, une tournée électorale qui ne dit pas son nom, comme il l'a fait tout récemment, en vue d'une éventuelle élection présidentielle. Encore faut-il pouvoir se présenter avec le soutien et l'aide de tout un appareil politique sans lequel, il n'a pas beaucoup de chance de l'emporter. Un tel appareil, il n'y en a pas beaucoup. Il n'y en a que trois : le PDCI, le FPI et le RDR. Tous les autres "partis" jouent seulement les marionnettes, histoire de quémander un strapontin.

Il se pose donc à Guéi le problème de s'appuyer sur l'un de ces appareils. Mais s'il n'a manifestement aucune chance avec le FPI et le RDR dont les principaux dirigeants respectifs, Gbagbo et Ouattara, sont

déterminés à se présenter à la future élection présidentielle, l'avenir dira s'il en a une avec le PDCI, affaibli par ses divisions internes en plus du fait d'avoir perdu le pouvoir.

En attendant, Guéi fait les yeux doux aux "nordistes", tout en barrant le chemin à Ouattara, sans trop se compromettre d'ailleurs. Et c'est probablement cet atout qu'il mettra dans la balance, le moment venu, pour tenter de gagner à sa faveur l'appareil du PDCI.

C'est parce que Guéi n'a pas encore trouvé de solution à son problème qu'il cherche à gagner du temps et profiter de l'occasion créée par la mutinerie pour tenter de damer le pion à ses concurrents. Il n'est même pas exclu qu'il recule les échéances présidentielles pour arriver à ses fins.

Cependant, la dictature militaire s'est raffermie. Cela n'augure rien de bon pour les travailleurs. Le gouvernement et

la bourgeoisie ont trouvé un bon prétexte pour museler les éventuels mécontentements venant du côté des travailleurs qui ont toutes les raisons de manifester leur colère contre leur situation actuelle, où ils sont littéralement asphyxiés, avec un pouvoir d'achat presque inexistant.

Toujours est-il que les travailleurs ne doivent compter sur aucun parti pour améliorer leurs conditions de vie ni pour se défendre contre la dictature militaire. Au contraire, les partis politiques existants font tout pour diviser les travailleurs sur la base tribale, ethnique ou nationale.

Alors, c'est dès maintenant que les travailleurs doivent chercher à s'organiser à part, en tant que travailleurs, dans un parti qui leur soit propre, pour préparer eux aussi leur avenir et partant, l'avenir de tous les exploités.

## SENEGAL : DES RATS QUITTENT LE NAVIRE DU PS

Abdoulaye Diack, actuel président du sénat, qualifié de baron du PS et "troisième personnage de l'Etat", vient de changer de bord. Il a annoncé son retrait du PS et son intégration au PDS.

Il n'est pas le premier et certainement pas le dernier des hauts dignitaires de l'ancien régime à quitter le parti de l'ex-président Diouf pour rejoindre directement celui de Wade, maintenant à son tour à la mangeoire. Peu avant l'élection présidentielle, le député maire PS de Rufisque, sentant que le vent

allait tourner du côté de Wade, avait montré la voie en rejoignant le PDS.

Bientôt les élections législatives auront lieu. Il est fort probable que la majorité des sièges actuellement détenus par les élus du PS va changer de camp. Et dans cette perspective on peut envisager sans prendre de risque que de nombreux députés du PS vont se découvrir des sympathies pour le parti qu'ils considéraient hier comme leur adversaire.

Il n'y a en réalité rien

d'étonnant à ces retournements de vestes très fréquents dans le milieu de ces politiciens bourgeois motivés uniquement par la recherche des postes de sinécures et des privilèges de tout genre. C'est ce qu'une partie de la presse sénégalaise qualifie avec humour de "transhumance

politique". Tels des chèvres et des moutons, au gré des changements de climats, ces politiciens vont à la recherche des pâturages verts. Les étiquettes des uns comme la "conviction" affichée des autres ne servent tout au plus qu'à tromper quelques électeurs.

### EX-PRESIDENT

### CHERCHE RESIDENCE DE LUXE PRES PARIS

Depuis sa défaite électorale de mars dernier, Abdou Diouf coule des jours heureux avec sa petite famille dans un appartement situé non loin des Champs Elysées, près des grands couturiers et des boutiques de luxe.

Ce "simple citoyen", comme il aime à se qualifier, affectionne par ailleurs de faire quelques voyages vers d'autres cieux. Le dernier en date aurait eu lieu en direction de New York pour célébrer en grande pompe le mariage de son fils autre "simple citoyen" et néanmoins haut cadre d'une banque importante.

A la question d'un journaliste lui demandant s'il accepterait un poste à la tête de l'organisation internationale de la francophonie ou à l'ONU, Diouf s'est contenté de répondre qu'il ne faut jamais dire fontaine je ne boirai pas de ton eau. Mais pour le moment l'ex serait selon le magazine "Jeune Afrique" trop occupé à négocier l'acquisition

d'une demeure qualifiée seigneuriale près de Paris, pour la bagatelle de 23 millions de FF. Il est vrai que Diouf est resté une vingtaine d'années à la tête du Sénégal, temps largement suffisant pour se constituer un pécule personnel et des placements dans une ou plusieurs métropoles occidentales amies, de préférence loin des regards des gens du pays.

L'entourage de Diouf aime à dire qu'il compte parmi ses intimes de nombreuses personnes fortunées qui ne manquent pas de générosité envers lui. Diouf aime les riches et les riches aiment Diouf. Sans doute pour les services qu'il leur a rendu du temps où il était président.

Quand on connaît l'Etat de dénuement du Sénégal et la souffrance de millions de gens de ce pays classé parmi les plus pauvres de la planète, il y a vraiment de quoi éprouver un écoeurement devant ce personnage qui ose encore se dire socialiste.

\* \*

\*

## AFRIQUE : UNE SITUATION "ALARMANTE" DONT LE PILLAGE IMPERIALISTE EST RESPONSABLE

Selon un rapport de la Banque mondiale, dont certains journaux ont fait un compte rendu le mois dernier, l'Afrique est plus pauvre aujourd'hui qu'il y a 40 ans (au moment de son indépendance en 1960). Ainsi, par exemple pour ce qui est de l'Afrique noire qui compte un peu plus de 600 millions d'habitants, près de la moitié de la population vit "sous le seuil de pauvreté".

Pour montrer à quel point le continent africain s'est enfoncé dans la misère, la comparaison suivante faite avec deux petits pays d'Europe parle d'elle-même : "Le revenu total de 48 Etats est à peine supérieur à celui de la Belgique et le continent possède moins de routes que la Pologne" ; ou encore cette autre comparaison : "Le produit intérieur brut (PIB) moyen par Etat est à peine supérieur à 2 milliards de dollars, soit comparable à celui d'une ville de 60.000 habitants dans un pays riche". Il est inutile d'ajouter que la place qu'occupe ce continent dans le commerce mondial est marginale pour ne pas dire "quasi nulle".

Mais comment expliquer que l'Afrique s'appauvrit d'année en année ? Comment expliquer qu'elle est obligée d'emprunter beaucoup d'argent pour tenter de s'en sortir au point d'être devenue "la région la plus endettée au monde" ? C'est que l'indépendance nominale de l'Afrique n'a évidemment pas mis fin à l'exploitation capitaliste dans cette région tout comme dans le reste du monde.

Les richesses naturelles de ce continent (or, diamant, pétrole, etc.) sont systématiquement pillées non

seulement par les anciens pays colonisateurs comme la France ou l'Angleterre, mais aussi par les puissances impérialistes telles que les Etats-Unis, le Japon ou l'Allemagne. Cette emprise des pays impérialistes sur les richesses de ce continent est telle que, même après l'indépendance, celui-ci est obligé de pratiquer les cultures des matières premières (comme le coton, l'arachide, le café ou le cacao) pour avoir des devises, alors qu'elles étaient imposées au départ uniquement en fonction des besoins des puissances colonisatrices. Or ces cultures commerciales occupent en général les meilleures terres cultivables au détriment des cultures vivrières.

C'est cette exploitation des richesses pour alimenter l'accumulation des profits des multinationales et non pour satisfaire les besoins des populations, qui est à la base de la famine et de la malnutrition dont souffrent les populations. C'est dire que dans le système capitaliste, il n'y a aucune possibilité de mettre fin à l'appauvrissement et à la misère dans lesquels s'enfoncent sans cesse l'Afrique. La seule perspective pour l'Afrique et le reste de la planète est de détruire l'organisation capitaliste de la société afin d'organiser celle-ci autrement, en fonction des besoins de l'humanité.

Mais ce n'est évidemment pas dans un rapport de la Banque mondiale qu'on y trouvera la nécessité d'en finir avec ce cercle vicieux qu'est l'exploitation capitaliste et son cortège de misère.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.